

C'est ainsi que des gouvernements déjà très endettés se retrouvent dans une situation regrettable et bizarre; ayant gaspillé de précieuses devises étrangères pour acheter des armes sophistiquées, ils ont négligé les besoins fondamentaux de leurs peuples.

Cette situation est également attribuable au fait que les sommes considérables que dépensent en armements les pays industrialisés—sommées que le gouvernement américain a accrues dans son dernier budget—les a empêchés d'atteindre leur objectif qui était de consacrer .7 p. 100 de leur produit national brut à l'aide internationale. D'où la misère incroyable qui règne encore dans le tiers monde.

Hier, le premier ministre a déclaré qu'il faudrait environ 17 milliards de dollars par année pour donner à tous suffisamment de nourriture, d'eau, d'instruction, de soins et un logement. C'est un montant raisonnable, monsieur l'Orateur, mais ce n'est rien quand on sait que le monde dépense plus que cela en armements en deux semaines.

En d'autres termes, la course aux armements contribue elle aussi à aggraver la situation du tiers monde parce qu'elle attire les rivalités dans cette partie du globe. Frank Barnaby, de l'Institut de recherche de Stockholm pour la paix internationale a déclaré à ce sujet:

Depuis 1945, on a enregistré 133 conflits sur le territoire de plus de 70 pays et impliquant les troupes de plus de 80 États... Presque tous ces conflits se sont déroulés dans les pays du tiers monde. La majeure partie de l'armement utilisé lors de ces conflits est fourni par le biais du commerce des armes, par les pays industrialisés.

Ces conflits ont fait près de 30 millions de victimes. Nous sommes loin, monsieur l'Orateur, d'avoir assuré la paix et la sécurité dans le monde. Nous sommes coupables d'avoir laissé se poursuivre la folle course aux armes nucléaires. Nous avons accentué l'écart entre les pays nantis et les pays pauvres dans le monde.

Je regrette de devoir dire que le Canada a sa part de responsabilité dans cette situation. Nous encourageons les entreprises canadiennes à fabriquer des armes nucléaires. En vendant des équipements nucléaires, nous contribuons à la prolifération des armes nucléaires. Nous sommes au 9<sup>e</sup> rang mondial pour la vente des armes. Chaque année, nous vendons près de 30 millions de dollars d'équipements militaires aux pays du tiers monde. Cela n'empêche pas pour autant le premier ministre de déclarer ici même que le gouvernement est fier du rôle qu'il joue dans le tiers monde en faveur du désarmement. C'est là faire preuve d'une rare hypocrisie.

A supposer que le premier ministre soit sincère—s'il veut vraiment convaincre ceux qui perdent de plus en plus confiance dans un gouvernement qui, en matière de politique étrangère, dit une chose et fait l'inverse—il doit alors afficher son indépendance et prendre des mesures proprement canadiennes. Cessons de nous pendre aux basques d'Alexander Haig et de Richard Allen. Montrons que cela nous inquiète de voir l'augmentation alarmante des dépenses militaires des États-Unis et de l'Union soviétique. Ne nous empressons pas trop de reconnaître que le monde a besoin de plus d'armes nucléaires, comme nous l'avons fait en décembre 1979 pour le déploiement d'armes nucléaires en Europe.

Prenons dès maintenant des mesures pour faire passer à .7 p. 100 la part de notre produit national brut que nous consacrons à l'aide étrangère. Les propos vaseux tenus par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) cet après-

midi quand il a déclaré que le gouvernement s'était fixé comme date limite l'année 1990 pour atteindre cet objectif montre encore une fois que le gouvernement préfère ne rien faire.

Kurt Waldheim a demandé à tous les pays de consacrer .1 p. 100 de leur budget de défense à la propagation de doctrines pacifiques et à la recherche des moyens d'instaurer la paix dans le monde. Monsieur l'Orateur, .1 p. 100 du PNB, ce n'est pas grand-chose. Si le premier ministre était sincère hier, s'il tient vraiment à instaurer la paix dans le monde, et Dieu sait qu'il devrait y tenir, pourquoi ne pas consacrer 1 p. 100 ou même 10 p. 100 de notre PNB à la cause de la paix mondiale?

Le Canada a joui d'une excellente réputation de pacificateur créatif et indépendant par le passé. Il peut encore mériter cette réputation. Par ailleurs, cela exigera une grande volonté politique, la volonté même dont le premier ministre a parlé hier, et beaucoup de courage. Je ne suis pas certain que le gouvernement ait cette volonté ou ce courage. Je crains malheureusement qu'il ne nous reste pas beaucoup de temps pour agir. Si nous ne faisons pas quelque chose bientôt pour mettre fin à la démence qui règne partout dans le monde, c'est peut-être le monde entier qui disparaîtra.

Je voudrais terminer par quelques citations, monsieur l'Orateur. La première a été entendue lors d'une réunion de l'American Society of Newspaper Editors tenue à Washington en 1953. Je suis certain qu'un bon nombre de députés l'ont déjà entendue. Au cours de cette réunion, le président Eisenhower avait déclaré ce qui suit:

Chaque fusil qui est fabriqué, chaque navire de guerre qui est lancé, chaque fusée qui est lancée signifie à la fin du compte qu'on vole ceux qui ont froid et qui ne peuvent pas se vêtir.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre. Je dois malheureusement interrompre le député.

[Français]

Comme il est 10 heures du soir, il est de mon devoir de faire savoir à la Chambre qu'en conformité des dispositions du paragraphe (11) de l'article 58 du Règlement, les délibérations relatives à la motion sont terminées.

● (2200)

## MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—L'ADOPTION D'UN NOUVEL INDICE ET D'UN SUPPLÉMENT POUR COMPENSER LES COÛTS DE L'ÉNERGIE

**M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine):** Monsieur l'Orateur, cette semaine je me suis adressé à la Chambre au ministre suppléant des Affaires des anciens combattants pour lui suggérer d'adopter un nouvel indice et un supplément énergétique au bénéfice des pensionnés, parce que le taux d'inflation est de 12.5 p. 100 et à cause des conséquences néfastes sur l'économie canadienne du Programme énergétique national. J'ai aussi posé une question supplémentaire au ministre. Comme le rapporte le *hansard* du 23 février 1981, à la page 7554, voici ce que j'ai demandé: